

Que le gouvernement adopte immédiatement des politiques destinées à faire baisser les taux d'intérêt, à réduire le coût de l'énergie et à verser aux agriculteurs un prix équitable pour leurs produits.

Mme le Président: Cette motion recueille-t-elle le consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

LA CONDAMNATION DE LA POLITIQUE PAR L'ASSEMBLÉE
LÉGISLATIVE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—RECOURS À
L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Mel Gass (Malpègue): Madame le Président, le 17 mars 1982, les députés conservateurs et libéraux à l'assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard ont adopté à l'unanimité une résolution condamnant la politique gouvernementale de métrisation. J'invite tous les députés de cette Chambre, en particulier les députés d'en face, à se joindre à leurs homologues provinciaux de l'Île-du-Prince-Édouard pour appuyer ma motion. Je propose donc, appuyé par le député de Hillsborough (M. McMillan):

Que la Chambre adopte la demande unanime de l'assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard condamnant la politique fédérale de conversion au système métrique.

Des voix: Bravo!

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'ÉTUDE DE LA POLITIQUE FISCALE DU GOUVERNEMENT—
RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, la fuite incessante de capitaux, tant canadiens qu'étrangers, à l'étranger pousse la Banque du Canada à tenter de protéger la valeur du dollar canadien en maintenant les taux d'intérêt à un niveau sensiblement plus élevé qu'aux États-Unis. Résultat, les mises à pied se multiplient, le chômage s'aggrave et un sentiment de détresse s'installe plus profondément. Avec l'appui du député de Calgary-Est (M. Kushner), je propose donc:

Qu'un comité spécial de la Chambre soit créé et chargé d'enquêter sur l'ensemble de la politique financière du gouvernement pour voir ce qu'il serait possible de faire pour stopper ces sorties extraordinaires de capitaux du pays, y compris la possibilité d'opérer un revirement dans le Programme énergétique national, de réorienter radicalement le Programme d'examen de l'investissement étranger et d'inverser carrément les dispositions du budget du 12 novembre qui sont préjudiciables à l'entreprise et aux investissements.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime à l'égard de cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Questions orales

[Français]

L'ÉNERGIE

LES PRÉSUMÉES POLITIQUES DE PRIX ILLÉGALES DE SOCIÉTÉS
PÉTROLIÈRES—ON DEMANDE UNE ENQUÊTE—RECOURS À
L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, en vertu des dispositions de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion se rapportant à une question urgente.

La plupart des postes d'essence sont maintenant fermés au Québec. Étant donné que les détaillants ont dénoncé non seulement la surtaxe provinciale, mais aussi les sociétés de pétrole qui veulent éliminer les détaillants indépendants en leur imposant des coûts de location exagérés et en réduisant leur marge de profits, je propose, appuyé par le député de Burnaby (M. Robinson):

Que le gouvernement fédéral sous l'autorité que lui confère la loi anticartel ordonne une enquête afin de déterminer si les grandes sociétés pratiquent des politiques de prix illégales.

Mme le Président: La présentation d'une motion de ce genre exige le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

• (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE SONGER À ADOPTER DE
NOUVEAUX PROGRAMMES

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre en l'absence du ministre des Finances. Hier, dans son discours, M. Bouey ne laissait guère d'espoir aux Canadiens que les taux d'intérêt vont baisser. Hier, le ministre des Finances avec les économistes que l'économie n'a pas été dans un état plus lamentable depuis plus de 30 ans. Aujourd'hui, Statistique Canada nous dit que les quelques signes de relance économique apparus en décembre se sont évanouis en janvier.

Ma question s'adresse au premier ministre, et je lui saurais gré d'y répondre. Peut-il donner aux Canadiens quelque espoir que le gouvernement songe à adopter de nouveaux programmes économiques qui nous permettront d'échapper à des perspectives aussi sombres?

M. Douglas Fisher (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, dans ses observations hier, le ministre des Finances a en effet mentionné que la récession est plus prononcée que nous nous y attendions. Dans son discours, le gouverneur de la Banque du Canada a donné aux Canadiens d'excellents conseils, qu'il vaut la peine, à mon avis, de rappeler au député d'Étobicoke-Centre. Ces conseils cadrent avec la réponse donnée hier par le ministre. Les voici donc: